



# BÂTIMENT DURABLE

L'actualité trimestrielle du développement durable  
sur les marchés du bâtiment

4<sup>ème</sup> trimestre 2014







## SOMMAIRE

### ◆ Logement

- Rénovation énergétique du parc de logements existants  
page | 6
- Performance énergétique du parc de logements neufs  
page | 9

### ◆ Tertiaire

- Performance énergétique du parc de bâtiments tertiaires neufs et existants  
page | 11

### ◆ Adaptation de la filière

- Adaptation des entreprises du Bâtiment et de la maîtrise d'œuvre  
page | 12

## PRÉSENTATION DE LA CEL BTP

### La CEL BTP, observatoire du BTP en Limousin

La Cellule Economique du Limousin BTP (CEL BTP) a pour vocation de fournir aux acteurs régionaux et locaux de la filière de la construction des études et des analyses ciblées qui facilitent leur prise de décision.

Pour mener à bien ce rôle d'observatoire du BTP en Région, la CEL BTP a développé des savoir-faire en matière d'études et de diagnostic, une expertise sur l'économie du secteur du BTP et une capacité à travailler en partenariat avec les acteurs locaux.

La CEL BTP est par ailleurs membre du réseau national des Cellules Economiques Régionales de la Construction (CERC), réseau qui s'est constitué avec deux objectifs : consolider les travaux régionaux, permettre des analyses et comparaisons interrégionales.

## Le principe d'une amélioration continue

Le contexte local, régional et national est dense en matière de bâtiment durable et de rénovation énergétique qui se nourrit aussi bien du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat (PREH), du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), du Plan bâtiment Durable, ou bien encore du projet de loi sur la Transition Energétique et la Croissance verte.

Dans ce cadre, des mesures concrètes et financières se mettent en place afin de relancer l'activité du Bâtiment et notamment de massifier la rénovation énergétique. Elles se déclinent sous diverses formes : simplification de l'éco-PTZ, modification du CITE avec un taux de majoration unique de 30% sans obligation de réaliser des bouquets de travaux ou bien encore l'ouverture du PTZ+ à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

A cela s'ajoute en Limousin, la montée en charge du dispositif d'aide de la Région : Energie Habitat +.

### Les points-clés :

#### ◆ Les leviers pour la rénovation énergétique connaissent des évolutions contrastées. (p.6-7)

Dans un contexte économique difficile et au regard de l'analyse des dispositifs, la situation en Limousin est contrastée. « Habiter mieux » se déploie en 2014 alors que la mobilisation de l'éco-PTZ peine à redémarrer.

#### ◆ Les demandes de labellisation en performance énergétique BBC+ et Bepos ainsi que les nouveaux labels distribués par Effinergie et par Cerqual (RT-2012-10% et -20%) peinent à démarrer. (p.9)

Au quatrième trimestre 2014, les demandes de labellisation stagnent sur le neuf ; la conjoncture défavorable explique en partie ces résultats.

#### ◆ L'accompagnement dans les territoires se développent (p.8)

Au second semestre 2014, plus de 2 800 personnes ont sollicité les Espaces Info-Energie.

#### ◆ La montée en compétence des professionnels s'intensifie (p.11)

A la fin du quatrième trimestre 2014, le Limousin compte 477 entreprises titulaires d'au moins une qualification ayant la reconnaissance « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE). En comparaison avec le trimestre précédent, le nombre de qualification progresse de 32%. La tendance se poursuit en 2015 avec 761 entreprises recensées au 1<sup>er</sup> juin 2015.

**Erratum :** Dans le document paru en mars 2015 « *Bâtiment durable en Limousin - Bilan annuel 2013 - tendances 2014* » page 53 : le nombre de pro de la performance énergétique est de 91 et non 97. Ce nombre est stable par rapport à 2013 (-1%).

# L'actualité en bref dans la Région...

## LES LOGEMENTS COLLECTIFS & PARTICULIERS



### Rénovation énergétique du parc de logements existants...

PARC RÉNOVÉ

600	éco-PTZ distribués en 2014 (évol. 1 an)	-15%	▼
938	logements aidés "Habiter mieux" de l'ANAH en 2014	+77%	▲
101	demandes de labellisation BBC rénovation de logements en 2014 (évol. 1 an)	+33%	▲
6 643	GWh cumac de Certificats d'économie d'Énergie cumulés à fin août 2014 (évol. vs fin mars)	+8%	▲

### Performance énergétique sur le logement neuf...

PARC NEUF

2 000	logements autorisés en 2014 (évol. 1 an)	-35%	▼
123	demandes de labellisation énergétique pour logements neufs en 2014 (évol. 1 an)	-54%	▼
6%	des logements autorisés ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique en 2014 (évol. 1 an)	-3 pts	▼

## LES BÂTIMENTS TERTIAIRES



### Performance énergétique des locaux neufs et existants...

0	m <sup>2</sup> de locaux existants ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation en 2014 (évol. 1 an)	n.s.	
183	milliers de m <sup>2</sup> de locaux tertiaires autorisés en 2014 (évol. 1 an)	-10%	▼
0	m <sup>2</sup> de locaux neufs ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC en 2014 (évol. 1 an)	n.s.	

## LA FILIÈRE PROFESSIONNELLE



### Adaptation de la filière...

#### Montée en compétences des professionnels et des bureaux d'études

804	Signes Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) recensés au 4 <sup>e</sup> trimestre 2014 (évol. 1 trim)	+28%	▲
477	Entreprises Reconnues Garant de l'Environnement (RGE) au mois de décembre 2014 (évol. 1 trim)	+32%	▲
8	signes "RGE études" recensés à la fin du 4 <sup>e</sup> trimestre 2014 (évol. 1 trim)	+33%	▲
3 028	stagiaires FEEBat Bâtiment enregistrés à la fin du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2014 (évol. 1 an)	+64%	▲



### La rénovation énergétique : une part importante de l'activité entretien-rénovation

Sur le marché de l'entretien-rénovation de logements, au 4ème trimestre 2014, le solde d'opinion des professionnels a continué de s'inscrire en fort recul, tant sur le constat du niveau d'activité du trimestre courant que sur les perspectives d'activité pour le trimestre suivant. Tous les corps de métier partagent cet avis et notamment les établissements du gros œuvre et du second œuvre technique.

Concernant le segment de la rénovation énergétique, la macro région<sup>(1)</sup> intégrant La Creuse et la Haute-Vienne fait partie des zones géographiques où la part des chantiers intégrant la rénovation énergétique est la plus élevée (44% contre 41% au global du pays au 4ème trimestre 2014).

Au niveau national, les postes d'agencement et de chauffage sont ceux où la part consacrée à la rénovation énergétique est la plus forte (plus de 80%). A noter que d'après l'enquête OPEN 2013, les travaux liés à l'agencement sont d'efficacité énergétique optimum dans la grande majorité des cas, à l'inverse du chauffage où seules 46% des dépenses mènent à un équipement performant.

<sup>(1)</sup> La Creuse et la Haute-Vienne sont classés dans la macro-région « Plein Centre ». La Corrèze est rattachée à la macro-région « Alpes et Pyrénées ».

Avec 346 381 résidences principales, dont 62% construites avant 1975, la structure du parc de logements de la région Limousin laisse voir un potentiel significatif de gain énergétique sur les résidences principales.

### Activité entretien-rénovation de logements

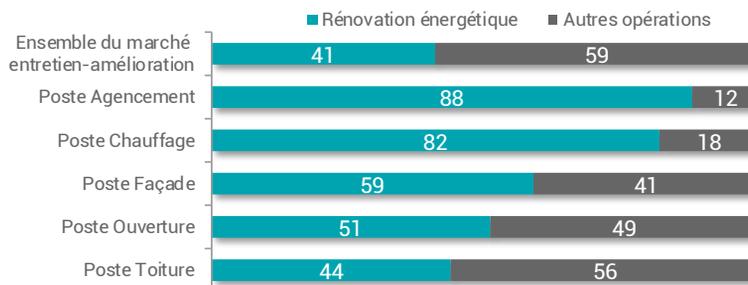
France  
Constat au 4ème trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent -29%  
Perspectives d'activité pour le prochain trimestre T1 2015 -26%

Unité : solde d'opinion\* - Source : BOREAL / BIIS, campagne 4T2014

\* Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse »

### Part de l'activité de rénovation énergétique du logement selon le poste de travaux au T4 2014

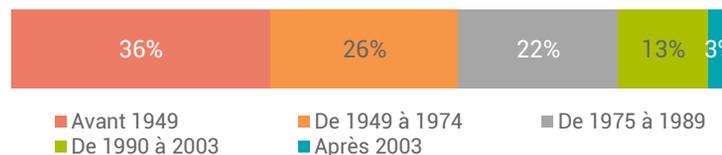
Unité : valeur - Source : BOREAL/BIIS, campagne T4 2014



Note : Ceci ne présume pas de l'efficacité énergétique du logement à l'issue des travaux

### Ancienneté du parc de résidences principales dans la région Limousin

Unité : Nombre de résidences principales  
Source : INSEE RP08



POTENTIEL

### Mise en perspective des leviers à la rénovation énergétique en Limousin

En 2013, les crédits d'impôts liés à la qualité environnementale en actions seules ont été largement utilisés par les limousins.

Pour autant, le montant des travaux associés reste restreint (moins de 4 000€).

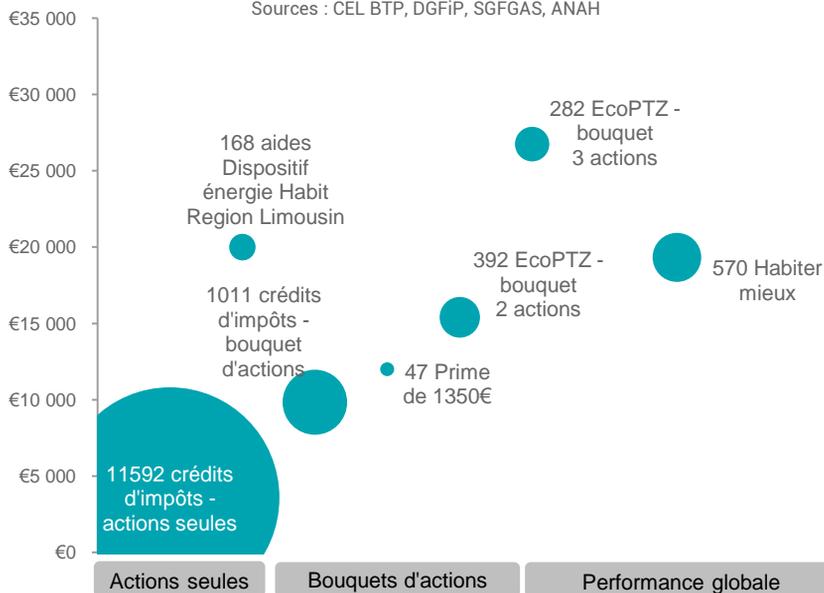
A noter toutefois, que les travaux en action seule peuvent s'apparenter à des bouquets d'actions étalés sur plusieurs années.

En 2014, l'éco-PTZ sous forme de bouquets de 3 actions et le dispositif « Habiter mieux » affichent des montants moyens de travaux importants.

Aucun ménage de la région n'a eu recours à l'éco-PTZ performance globale.

### Bilan 2014 des dispositifs financiers du parc privé en Limousin

Sources : CEL BTP, DGFiP, SGFGAS, ANAH



LEVIERS

### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Une étude réalisée par l'INSEE montre que le Limousin figure parmi les régions où la vulnérabilité énergétique liée au logement est la plus marquée. Ainsi, un ménage sur 4 en Limousin consacre plus de 8% de son revenu disponible aux dépenses d'énergie liées au chauffage ou à la production d'eau chaude sanitaire dans son logement. Pour ces 83 000 ménages limousins, la dépense annuelle représente plus d'un mois de leurs revenus. Ils sont considérés en situation de « vulnérabilité énergétique ».





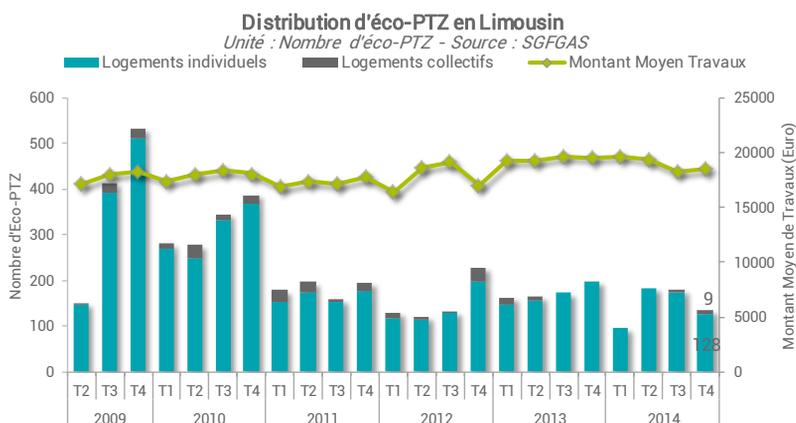
### Les leviers à la rénovation énergétique des logements : Eco-PTZ, Prime à 1350 euros, Habiter mieux, aides régionales ...

#### Eco-PTZ (éco-prêts à taux zéro)

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, **137 éco-PTZ** ont été distribués en Limousin, soit une diminution de 24% par rapport au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2014, par rapport à 2013, le recul est moins marqué (-12%). Depuis le début de l'année 2009, 5 058 Eco-PTZ ont été accordés en région, principalement sur des logements individuels (94%).

Le montant moyen des travaux est de **18 543 Euros** au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014. Il s'affaiche au-dessus de la moyenne de longue période.

*Un éco-prêt à taux zéro permet de financer la rénovation énergétique du logement sans faire d'avance de trésorerie et sans payer d'intérêts. Contrairement au CIDD, l'Eco-PTZ vise un marché spécifique, celui de la rénovation « lourde ».*



LEVIERS

#### Prime de 1 350€ : 99 dossiers engagés au T4 2014.

Ce qui représente 13 dossiers de plus qu'au troisième trimestre soit +15% par rapport au T3 2014.

Depuis le début du dispositif, **412** dossiers ont été engagés dans la région.

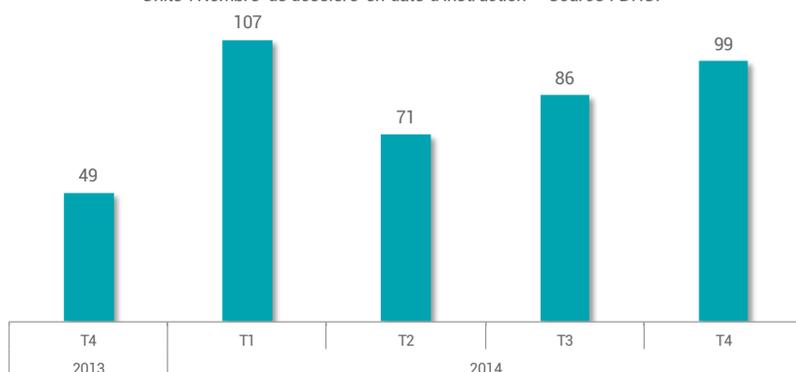
A noter que ce dispositif s'est arrêté au 31 décembre 2014 mais que les derniers dossiers font l'objet d'une instruction en 2015.

*La prime de 1 350€ est mise en place depuis septembre 2013 pour aider les ménages aux revenus moyens à financer des travaux de rénovation énergétique de leur logement, pour une durée de 2 ans. L'objectif est de mobiliser un public habituellement peu concerné par la rénovation énergétique.*

*La prime est cumulable avec le Crédit d'impôt et l'éco-PTZ et vise à emmener les foyers intermédiaires vers des rénovations importantes.*

#### Nombre de dossiers de prime à 1350 euros engagés en Limousin

Unité : Nombre de dossiers en date d'instruction - Source : DHUP



#### Dispositif « Habiter mieux » de l'ANAH :

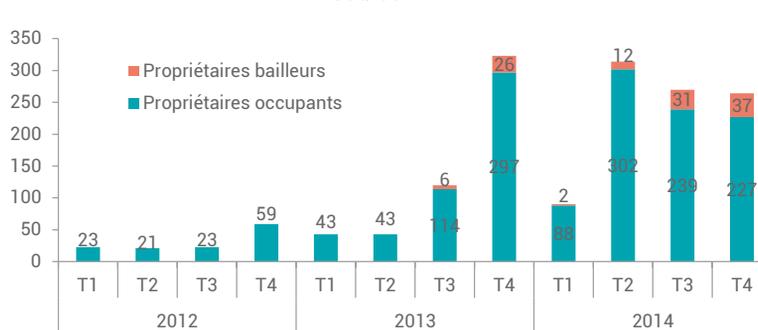
Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014 **264** logements ont été financés par le programme « Habiter mieux ». Ce niveau est plutôt stable par rapport au trimestre précédent. Cependant, sur l'année 2014, le nombre de logements ayant bénéficié du dispositif (938) est en forte progression par rapport à 2013 (+77%).

*L'objectif est d'aider des ménages aux ressources modestes et des locataires du parc privé (via leurs bailleurs) à améliorer leur logement par des travaux de rénovation thermique efficaces, afin de gagner en confort et en qualité de vie.*

*Depuis juin 2013, le dispositif est ouvert aux propriétaires bailleurs et les plafonds de revenus ouvrant droit à cette aide ont été rehaussés afin de permettre à un plus grand nombre de foyers modestes d'en bénéficier.*

#### Évolution du programme Habiter mieux de l'ANAH en Limousin

Source : ANAH



#### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

**Aides conseil régional :** Le dispositif Energie Habitat a permis de financer 1 411 diagnostics thermiques et d'aider à la rénovation de 377 logements en 2014, des données en hausse par rapport à 2013.

**En 2015 un nouveau dispositif est mis en place : le dispositif Energie Habitat + :**

Dans la continuité du précédent dispositif, quelques ajustements ont été apportés (plafond de ressource unique et plus élevé, élargissement des travaux éligibles, possibilité d'avance...). Plus d'informations sur [www.regionlimousin.fr/le-dispositif-energie-habitat](http://www.regionlimousin.fr/le-dispositif-energie-habitat)

**A noter :** la prochaine édition trimestrielle de ce baromètre (parution en septembre 2015) intégrera les premiers résultats des CIDD accordés en 2014.





## Les leviers à la rénovation énergétique des logements : ...Certificats d'Economie d'Énergie (CEE), Eco-PLS

### Le volume de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE):

En Limousin, les CEE permettront d'économiser théoriquement un total de **6 643 GWh cumac** sur le secteur du logement.

Les travaux réalisés concernent pour 64%, le secteur thermique, devant les actions menées sur l'enveloppe des logements (35%).

### Définition des secteurs :

- Equipement : Lampe de classe A, lave-linge de classe A+, lampe à LED...
- Enveloppe : Isolation de toitures, terrasses, murs, planchers, fenêtre, fermeture isolante...
- Thermique : chauffe-eau solaire, pompe à chaleur de type eau/eau, chaudière basse température...
- Service : Contrat de performance énergétique, acquisition et réglage d'organes d'équilibrage neufs d'une installation collective de chauffage à eau chaude

*Cette mesure repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les Pouvoirs Publics sur une période donnée aux vendeurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur / froid, fioul domestique et carburants automobiles) comme EDF, Gaz de France, la CPCU, Total, SIPLEC, ...*

### Eco-PLS (éco-prêt Logement Social) :

Seulement **166** ECO PLS ont été distribués en 2014 représentant une baisse de 56 % par rapport à 2013.

*La seconde génération d'Eco-PLS a été mise en place depuis le 1er décembre 2011. Distribué sur une durée maximum de 25 ans, l'éco-prêt logement social est désormais délivré à taux variable adossé au livret A et fonction de la durée du prêt. Il est accessible pour les logements les plus énergivores (de catégorie énergétique E à G, et de catégorie D sous certaines conditions), avec un objectif de 70 000 logements sociaux rénovés par an.*

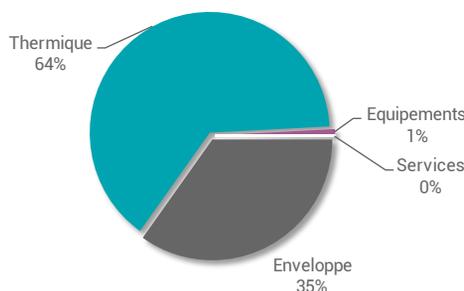
### Evolution du volume cumulé de CEE Logements en Limousin

Unité : GWh cumac - Source : DREAL



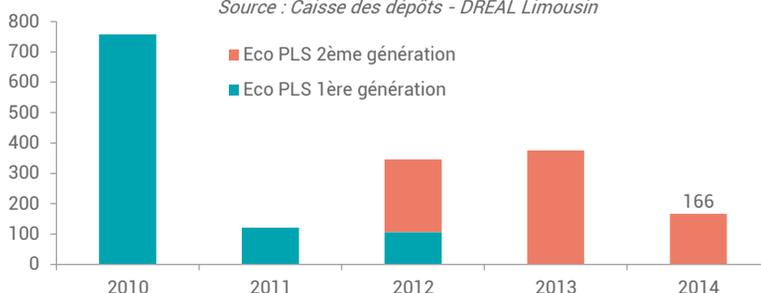
### Répartition du volume de CEE par secteur de travaux en août 2014 en Limousin

Unité : GWh cumac - Source : DREAL



### Distribution d'ECO PLS en Limousin (dossiers engagés)

Source : Caisse des dépôts - DREAL Limousin



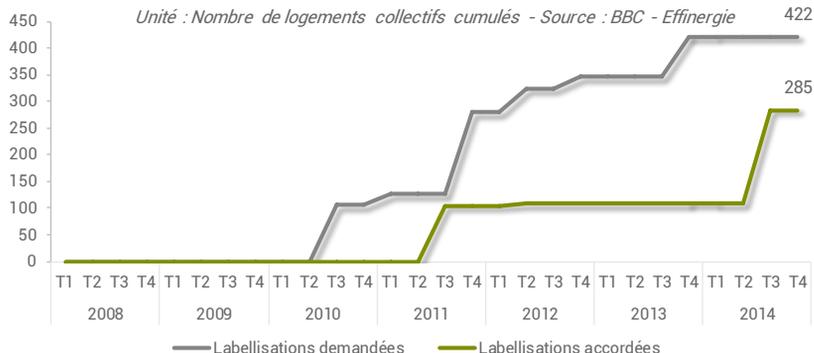
## Les demandes de labellisation BBC rénovation stagnent

Les demandes de labellisation BBC Rénovation dans le logement collectif stagnent. En effet, aucune demande n'a été enregistrée depuis 1 an.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, il n'est pas enregistré de nouvelles labellisations accordées sur la région. Les délais de chantier peuvent expliquer l'écart entre le nombre de demandes et les labellisations.

### Evolution des demandes et accords de labellisations BBC rénovation pour les logements collectifs en Limousin

Unité : Nombre de logements collectifs cumulés - Source : BBC - Effinergie



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

La mise en place du principe d'éco-conditionnalité-obligation pour les consommateurs de faire appel à un professionnel porteur de la mention RGE pour la réalisation de travaux, afin de bénéficier des CEE (certificats d'économies d'énergie), est intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Le CITE (Crédit d'Impôt Transition Énergétique) et l'éco-PTZ (éco-prêt à taux zéro) sont quant à eux d'ores et déjà soumis à ce principe.

LEVIERS

INDICATEURS

?



## Les consultations des Espaces Info → Energie en progression

Hausse des demandes formulées auprès des PRIS Espaces Info Energie (EIE) en Limousin avec 2 817 contacts enregistrés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, soit une progression de 11% par rapport 2<sup>ème</sup> semestre 2013.

A noter que ces bons résultats ont été boostés par la 2<sup>ème</sup> campagne de communication intervenue en novembre. En effet, une nouvelle campagne de communication s'est déroulée du 2 au 25 novembre 2014 afin d'inciter les citoyens à utiliser le dispositif d'accompagnement et de conseil « Rénovation Info Service ».

Sur l'ensemble de l'année 2014, le nombre de contacts est en hausse de 13,4%.

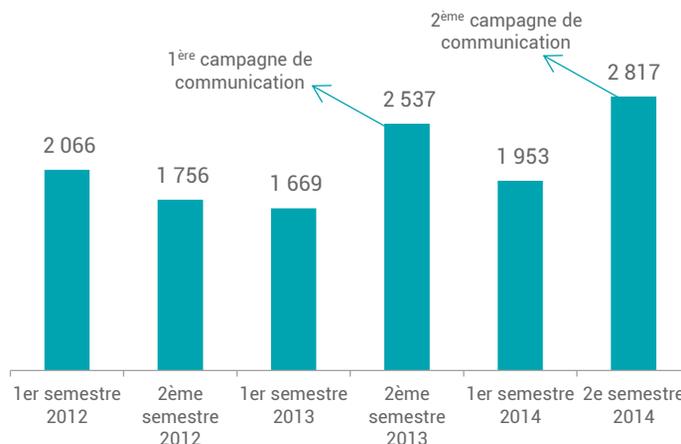
Les points PRIS (Points Rénovation Info-Service) sont présents sur l'ensemble du territoire régional. Ils comprennent les Espaces Info Energie et les points PRIS ANAH (données points PRIS ANAH non disponibles à date de publication). En s'appuyant notamment sur ce réseau existant, l'État a structuré l'offre d'accompagnement des particuliers dans la rénovation de leur logement. La mise en place du numéro guichet unique a vocation à massifier la mobilisation des particuliers en leur donnant les moyens de trouver des conseils neutres, gratuits et pertinents.

Le n° Azur : 0810 140 240 (prix d'un appel local) permet de répondre aux questions que se posent les particuliers et orienter chacun, en fonction de sa situation et de ses besoins, vers le Point Rénovation Info Service (PRIS) le plus proche.

En 2014, les questions posées aux EIE concernent principalement les aides financières (62,8 % des appels) et les projets de rénovation (55,8%).

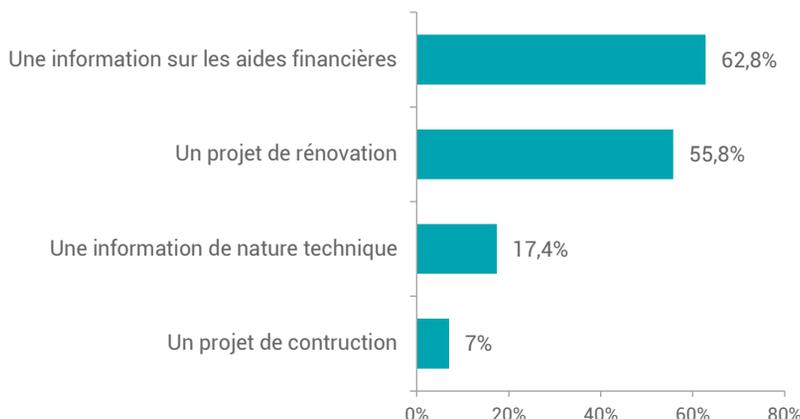
A noter que parmi les aides financières, c'est sur le Crédit d'Impôt Développement Durable (CIDD) que les questions sont les plus fréquentes (61,1 % des appels).

Évolution du nombre de contacts auprès des EIE  
Source : EIE - ADEME



EIE : objet des appels en 2014

Source : EIE / ADEME, enquête satisfaction



ACCOMPAGNEMENT DANS LES TERRITOIRES

### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

- L'ADEME s'est engagé à soutenir, au niveau national, la création de 100 plateformes locales de la rénovation énergétique du logement privé, individuel comme collectif, en renforcement du service d'information et de conseil indépendant apporté par le réseau Rénovation Info Service.

Les plateformes offrent aux ménages, en complément des missions de conseil, un accompagnement technique et financier de leur projet. Ainsi, cet accompagnement peut inclure la réalisation d'un audit ou diagnostic énergétique, une assistance au choix de travaux permettant l'atteinte du niveau BBC rénovation par étapes, une aide à la comparaison des devis, au choix de professionnels qualifiés, voire au suivi et au contrôle des travaux de rénovation. La plateforme assiste également les ménages au montage du plan de financement des travaux de rénovation.

En Limousin, deux projets de plateforme sont actuellement retenus : l'une en phase de préfiguration (phase d'étude) et l'autre dont la mise en œuvre est prévue en septembre 2015.

- 6 territoires à énergie positive en Limousin

En septembre 2014 était lancé l'appel à projet « territoires à énergie positive pour la croissance verte » par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. La ministre a dévoilé les lauréats le 9 février 2015.

En Limousin, 6 « territoires à énergie positive pour la croissance verte » et 3 « territoires à énergie positive en devenir » sont lauréats.

Les premiers, qui identifient d'ores et déjà des actions opérationnelles sur leur territoire, se verront attribuer une aide financière de 500 000€. Les deuxièmes bénéficieront d'une aide en terme d'ingénierie, afin de préciser leur feuille de route à court, moyen et long termes.





## Moins de 2 000 logements autorisés en 2014

### Logements autorisés

En 2014 (évol. 1 an)

Source : Sit@del en date réelle estimée

### LIMOUSIN

1 965 lgts -37,5% ▼

### FRANCE

373 900 lgts -11,5% ▼

## Les demandes de labellisation de performance énergétique ralentissent au 4<sup>ème</sup> trimestre

Les demandes de labellisation de logements neufs ralentissent.

Après la croissance relative observée jusqu'en début d'année 2014, les demandes de labellisations de logements neufs freinent. **Aucune demande** recensée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014 et **123** demandes depuis le début de l'année 2014.

A noter que sur les 123 demandes recensées en 2014 53 sont des RT 2012-10% (\*).

Les demandes de labellisation concernent **1 515** logements depuis le lancement du label BBC en 2008.

(\* Avec l'entrée en vigueur de la RT2012 (Réglementation Thermique 2012), depuis le 1er janvier 2013, le niveau de performance énergétique est devenue la norme.

Par ailleurs, afin d'anticiper les évolutions réglementaires, l'association Effinergie a créé les labels Effinergie+ (correspondant globalement à un niveau de performance RT2012 -20% ou RT2012 -10%) et BEPOS (Bâtiment à Energie Positive, potentielle future RT2020). Ces nouveaux labels visent à devenir la norme d'ici 2020.

A la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, aucune demande de labellisation BEPOS n'est recensée en Limousin.

**Aucune demande de labellisation énergétique** parmi les logements autorisés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014.

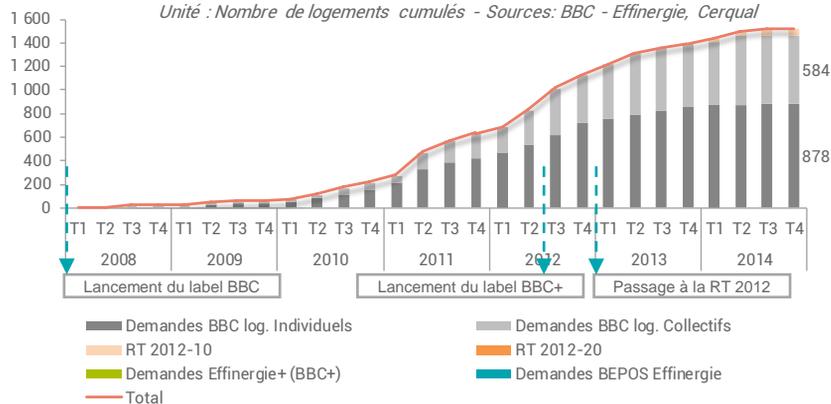
En 2014, 6% seulement des logements autorisés font l'objet d'une demande de labellisation énergétique (-3 points par rapport à 2013).

Les labellisations BBC accordées sont quant à elles en augmentation continue avec **87** logements labellisés au T4 2014. Sur un an, le nombre de labellisations accordées a progressé de 41,6 %.

1 083 labels ont été accordés depuis début 2009, 58% concernent des logements individuels et 42% des logements collectifs.

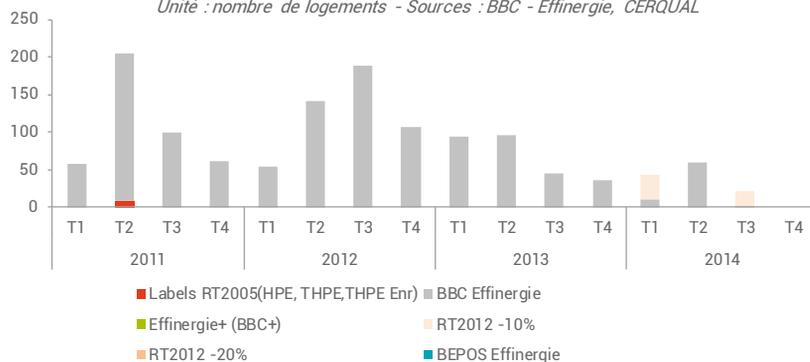
### Evolution des demandes de labellisations BBC de logements neufs en Limousin

Unité : Nombre de logements cumulés - Sources: BBC - Effinergie, Cerqual



### Evolution des demandes de labellisations énergétiques en Limousin

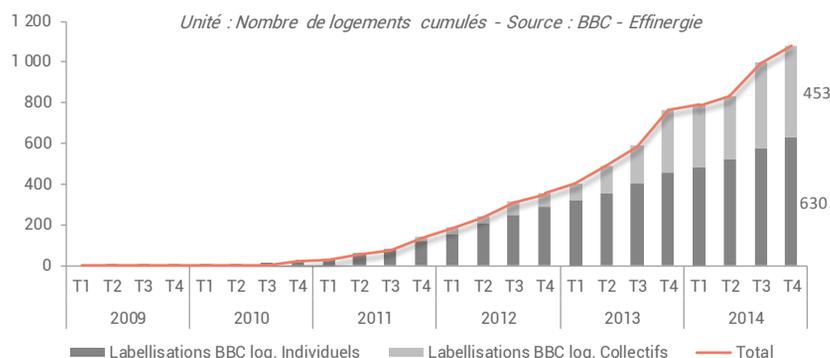
Unité : nombre de logements - Sources : BBC - Effinergie, CERQUAL



\* Hors données Promotelec

### Evolution des labellisations BBC accordées pour les logements neufs en Limousin

Unité : Nombre de logements cumulés - Source : BBC - Effinergie





# Quelle est l'évolution de la performance énergétique des bâtiments tertiaires ?

INDICATEUR

## Aucune demande de labellisation BBC Rénovation tertiaire

PARC RÉNOVÉ

Dans le secteur de la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires, il n'est dénombré aucune demande.

A noter que le dispositif peine aussi à démarrer au niveau national, seulement 235 demandes enregistrées à fin décembre 2014.

Les CEE tertiaires cumulés progressent régulièrement. Ils permettront théoriquement d'économiser **1 340 Gwh** d'énergie (données cumulées à fin août 2014). Notamment grâce à des travaux portant sur l'enveloppe des bâtiments.

Définition des secteurs :

- Enveloppe : Isolation de toitures, terrasses, murs, planchers, fenêtre, fermeture isolante...
- Thermique : chaudière basse température, chaufferie biomasse, robinet thermostatique, plancher chauffant à eau basse température...
- Equipement : Luminaire pour tube fluorescent, horloge sur dispositif d'éclairage, Logiciel de réduction des consommations des ordinateurs...
- Service : Contrat de performance énergétique, acquisition et réglage d'organes d'équilibrage neufs d'une installation collective de chauffage à eau chaude

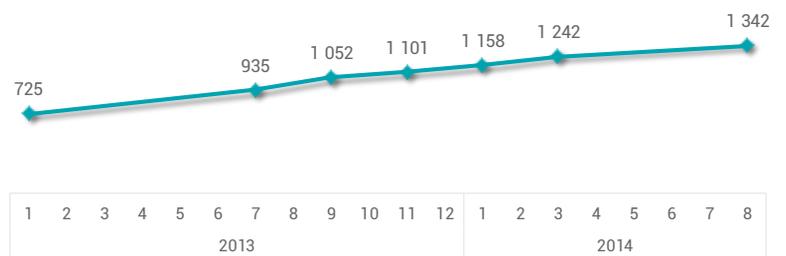
### Evolution des demandes et accords de labellisations BBC rénovation pour les bâtiments tertiaires en Limousin

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : BBC - Effinergie



### Evolution du volume cumulé de CEE tertiaires en Limousin

Unité : GWh cumac - Source : DREAL



CONJONCTURE

## 183 milliers de m<sup>2</sup> de locaux tertiaires autorisés en 2014

PARC NEUF

### Surface de locaux tertiaires autorisés

En 2014 (évol. 1 an)

Source : Sit@del



INDICATEURS

## Tertiaire neuf : les labellisations au point mort

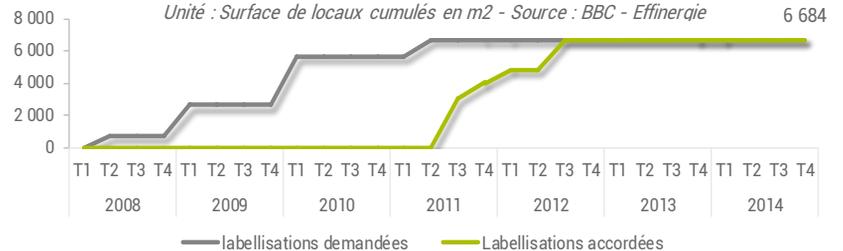
6 684 m<sup>2</sup> de locaux engagés dans la labellisation BBC entre 2008 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2014 (6 opérations).

Aucune demande enregistrée depuis 2011.

A noter toutefois qu'il existe encore de nombreux permis soumis à la RT 2005

### Evolution des demandes et accords de labellisations BBC neuf pour les bâtiments tertiaires en Limousin

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : BBC - Effinergie



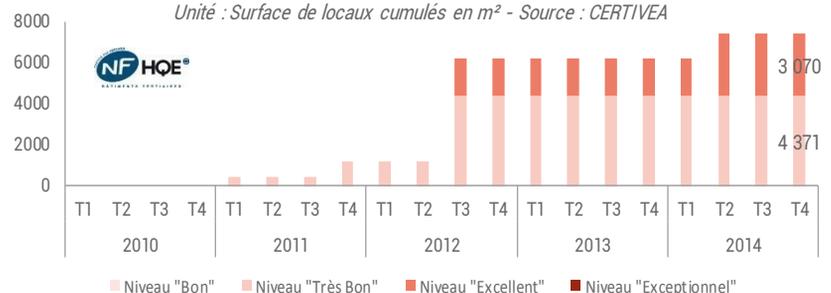
Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, aucun nouveau bâtiment tertiaire n'est engagé dans une démarche (Qualité Environnementale des Bâtiments).

Depuis 2010, 7 441 m<sup>2</sup> sont concernés par une démarche QEB.

Cette certification permet de distinguer les bâtiments tertiaires sur leur niveau de performances environnementales et énergétiques.

### Bâtiments tertiaires engagés dans une démarche QEB en Limousin

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : CERTIVEA





# Comment s'adapte la filière ?

CONJONCTURE

## 5 500 établissements en LIMOUSIN

## BÂTIMENT

### Emplois salariés dans la Construction (Bât. + TP)

A la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2014 (évol 1 an) - Source : ACCOSS-URSSAF

LIMOUSIN	FRANCE
13 541 sal. -4,8% ▼	1 398 309 sal. -2,6% ▼

### Intérimaires Bâtiment

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 (évol 1 an) - Source : DARES

747 ETP -8,6% ▼	71 070 ETP -12,5% ▼
-----------------	---------------------

### Demandeurs d'emploi (cat. A) de la Construction (Bât. + TP)

A fin T3 2014 (évol 1 an) - Source : DARES

2 995 DEFM +8,3% ▲	324 170 DEFM +7,5% ▲
--------------------	----------------------

5 500 établissements Bâtiment en Limousin (source : SIRENE 01/01/2014)

ADAPTATION

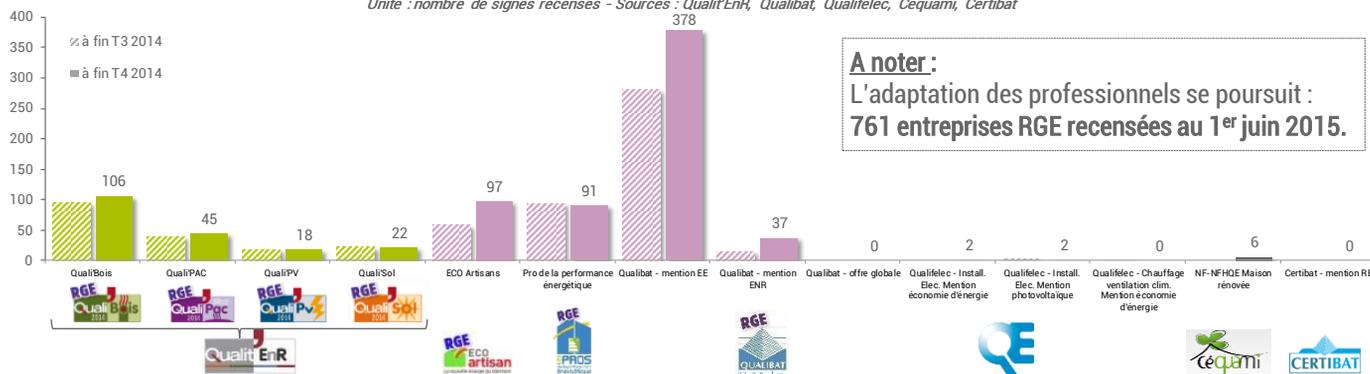
## RGE

## 477 entreprises RGE à fin décembre

804 Signes Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) recensés au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 (évol. 1 trim) **+28%** ▲

### Evolution des signes RGE à la fin du T4 2014 en Limousin (évol. 1 trim)

Unité : nombre de signes recensés - Sources : Quali'EnR, Qualibat, Qualifelec, Cequami, Certibat



**A noter :**  
L'adaptation des professionnels se poursuit : 761 entreprises RGE recensées au 1<sup>er</sup> juin 2015.

Note : le nombre de signes est différent du nombre d'entreprises qualifiées, en effet une seule entreprise peut avoir plusieurs signes de reconnaissance. Depuis le 01/01/2014, les marques ECO artisans et Pros de la perf intègrent la nomenclature Qualibat (évolution Qualibat à considérer avec précaution)



3 028 stagiaires ont suivi une formation FEEBat (Formation aux Economies d'Energie dans le Bâtiment - entreprises et artisans) enregistrés à la fin 2014, depuis le début du dispositif en 2008 auprès de l'IFRB Limousin, l'ARFABAL, Auvergne Limousin et l'AFPA Limousin). En comparaison avec fin 2013, le nombre de stagiaires est en progression de 64 %.

STRUCTURE

## Les Bureaux d'études et Architectes

## MAÎTRISE D'ŒUVRE

168 architectes et 48 sociétés d'architectes inscrits au tableau de l'Ordre fin juin 2014 en Limousin

22 bureaux d'études adhérents au CINOV, et 4 à l'UNTEC fin juin 2014 en Limousin

ADAPTATION

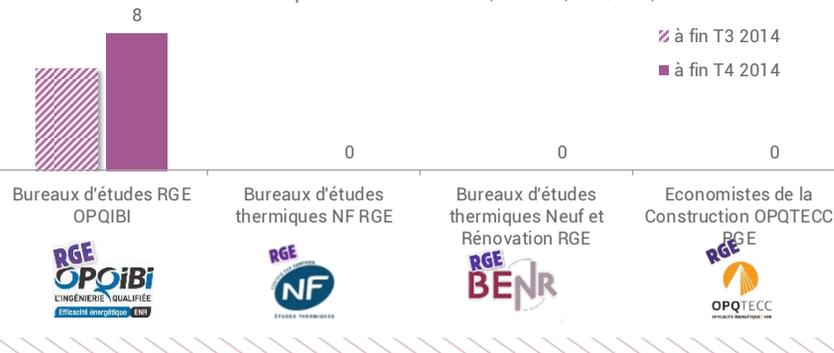
## 8 Bureaux d'études qualifiés RGE

À fin décembre 2014, 8 bureaux d'études bénéficiaient de la qualification OPQIBI (destiné aux professionnels réalisant des prestations intellectuelles concourant à la performance énergétique des bâtiments et des installations d'énergie renouvelable),

La qualification BE thermique NF RGE (s'adresse à toute entité ayant réalisé au moins 10 études thermiques), la qualification BENR RGE (destiné aux professionnels réalisant des études pour la performance énergétique des bâtiments), et la qualification OPQTECC RGE (Organisme de qualification des économistes de la construction et des programmistes) ne sont pas encore présents sur la région. 76 stagiaires professionnels de la maîtrise d'œuvre formés à FEEbat depuis la mise en place en 2012.

### Nombre d'entreprises RGE étude à la fin du T4 2014

Unité : nombre d'entreprises - Sources : ICERT, Certivea, OPQTECC, OPQIBI



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

L'évolution du cadre réglementaire avec la mise en application de l'éco-conditionnalité au 1<sup>er</sup> juillet 2014, conduit les professionnels à adapter leurs pratiques. Depuis cette date, seuls les entreprises et artisans titulaires de la mention «Reconnu Garant de l'Environnement» peuvent réaliser des travaux financés par l'éco-PTZ, par le CITE (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015) et pour les CEE depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015. A noter également que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'ADEME engage la mise en place du principe d'éco-conditionnalité de ses aides pour les études. Elles devront alors être réalisées par au moins un professionnel bénéficiant d'un signe de qualité RGE.



# AVEC LE CONCOURS...

des membres de la CERC :



et des membres du GIE Réseau des CERC :



Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite, selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L1122-4) et constitue une contre façon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.1122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L1122-10 à L1122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

CELLULE ECONOMIQUE DU LIMOUSIN BTP

tél. : 05 55 11 21 50 | fax : 09 70 06 82 20 | e-mail : cellule.eco.limousin.btp@orange.fr

site internet : [www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com) (pages Limousin)